



DÉCLARATION DES PRINCIPES POUR L'OBSERVATION ÉLECTORALE INTERNATIONALE

14 - 17 novembre 2023

Union africaine - Siège, Addis-Abeba - Éthiopie

Bâtiment du centre de conférence Nelson Mandela (NCC Bldg.)

Salle polyvalente - rez-de-chaussée

**RAPPORT DE LA RÉUNION DE MISE EN ŒUVRE
15 - 17 NOVEMBRE 2023
ADDIS ABEBA, ETHIOPIE**



SOMMAIRE

REMERCIEMENTS i

ACRONYMES ii

RÉSUMÉ EXÉCUTIF iii

CONTEXTE..... 6

INTRODUCTION..... 7

SESSIONS DISCUTÉES LORS DE LA RÉUNION..... 8

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS..... 13

 (a) **CONCLUSION** 13

 (b) **RECOMMANDATIONS** 15

 1- **COMMUNICATION ET OBSERVATION** 15

 2- **PARTICIPATION ET REPRÉSENTATION DES JEUNES AUX ÉLECTIONS** 16

 3- **LES DÉFIS DES OBSERVATEURS PENDANT LES ÉLECTIONS : COMMENT NAVIGUER DANS UN NOUVEAU PAYSAGE ÉLECTORAL** 17

 4- **PROTECTION DES DONNÉES ET INTÉGRITÉ ÉLECTORALE**..... 18

 5- **PANEL DE HAUT NIVEAU - EXPÉRIENCES DU CHEF DE L'OEM** 19

 6- **CONSIDÉRATIONS RELATIVES À L'OBSERVATION ET À LA SÉCURITÉ DES OBSERVATEURS DANS LES ENVIRONNEMENTS CONFLICTUELS** 20

ANNEXES :..... 22

Annexe 1 : Photos du DOP 22

ANNEXE 2 : Feuille de présence 28



REMERCIEMENTS

Au nom du Président de la Commission de l'Union africaine (CUA), Son Excellence (S.E.) Moussa Faki MAHAMAT et du Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité (CPAPS), S. Exc.E. l'Ambassadeur Bankole ADOYE, nous voudrions exprimer nos sincères compliments au gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour la diligence dont il a fait preuve en vue de la tenue de la réunion de mise en œuvre de la Déclaration de principes pour l'observation internationale des élections (DOP-IEO) de 2023 au siège de la CUA, à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Nous tenons également à remercier chaleureusement notre estimé panel d'experts et d'orateurs pour avoir partagé leurs connaissances et leurs points de vue sur l'observation internationale des élections. Une mention spéciale pour la contribution inestimable du Dr Speciosa Wandira Kazibwe, ancienne vice-présidente de la République d'Ouganda et ancienne membre du Groupe des Sages de l'UA, de Mme Nandos Ayalew, représentante permanente adjointe de l'Éthiopie auprès de l'UA, de l'ambassadeur Bankole Adeoye, CPAPS, ambassadeur d'Italie, de Mme Patience Chiradza, directrice de la gouvernance et de la prévention des conflits de l'UA, et de Mme Cristina Castagnoli, chef de l'unité Démocratie et actions électorales du Parlement européen. Leur expertise a permis d'apporter des conseils et une perspective inestimables.

Nous exprimons également notre gratitude aux organisateurs de l'événement et à l'équipe logistique pour leur planification méticuleuse et leur exécution sans faille. Nous remercions en particulier l'Union africaine (UA) et le Centre européen de soutien électoral (ECES) pour leur excellente coopération, qui a permis d'organiser avec succès cette réunion internationale de haut niveau sur les principes fondamentaux de l'observation des élections dans le monde. Votre souci du détail a permis à la conférence de se dérouler sans heurts et de manière efficace. En outre, nous tenons à remercier les sponsors et les partenaires pour leur généreux soutien et leur collaboration. Votre engagement à promouvoir la démocratie et la transparence des processus électoraux est grandement apprécié.

Enfin, nous adressons nos plus vifs remerciements à tous les participants qui se sont activement engagés dans des discussions et des débats constructifs. Vos contributions ont enrichi la conférence et aidé à faire avancer la cause de l'observation internationale des élections. Pour conclure, nous exprimons notre profonde gratitude à tous les membres du personnel clé qui ont joué un rôle crucial dans le succès de cette conférence. Votre dévouement et votre engagement sont vraiment louables, et nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration à l'avenir.



ACRONYMES

AAEA	Association des autorités électorales africaines
AU	Union africaine
CUA	Commission de l'Union africaine
CPAPS	Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité
OSC	Organisations de la société civile
DoP - IEO	Déclaration de principes pour l'observation internationale d'élections
D - PAPS	Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité
ECES	Centre européen pour le soutien électoral
ECSA	Commission électorale d'Afrique du Sud
OGE	Organes de gestion des élections
PE	Parlement européen
L'UE	Union européenne
UIP	Union interparlementaire
Députés	Membres du Parlement
OEA	Organisation des États américains
OSCE-ODIHR	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe - Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme
PoW	Groupe des sages
CER	Communautés économiques régionales
RMs	Mécanismes régionaux
UGDR	Rapport sur la démocratie de l'Université de Göteborg
ONU	Nations Unies



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La Commission de l'Union africaine (CUA), par l'intermédiaire du Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité (D-PAPS), a organisé la réunion annuelle internationale de mise en œuvre de la Déclaration de principes (DoP) à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 15 au 17 novembre 2023. La réunion a rassemblé des parties prenantes de plus de 50 organisations internationales du monde entier. Les riches discussions qui ont eu lieu au cours des trois jours ont reflété un engagement collectif à faire progresser les principes énoncés dans la DoP et une volonté de relever les défis auxquels est confrontée l'observation internationale des élections. Initialement prévue pour 2020, la réunion a été l'occasion pour la CUA de rassembler la communauté mondiale pour des discussions collaboratives sur la transparence et la crédibilité des élections. L'événement s'est concentré sur six domaines thématiques, favorisant des discussions approfondies menées par les organisations partenaires, avec l'objectif principal de renforcer l'engagement de la communauté de la DoP et d'améliorer l'image des observateurs électoraux internationaux dans nos États membres.

Dans le domaine de l'observation internationale des élections, l'importance de la transparence et d'une communication efficace est primordiale. La déclaration de principes souligne le rôle des observateurs dans la construction de la confiance du public et insiste sur la nécessité de communiquer clairement leur présence, leur mandat et leurs conclusions. Au fil des ans, des difficultés sont apparues dans la communication de résultats complexes et dans le dépassement de conclusions simplistes telles que "libre et équitable". Les recommandations d'amélioration portent notamment sur l'utilisation d'un langage clair, la priorité donnée aux rapports factuels, l'élaboration de stratégies de communication proactives, l'extension de la couverture médiatique à différentes régions, l'amélioration de l'exhaustivité des rapports, la compréhension des contextes socioculturels et la transmission de messages sans jugement de valeur. La collaboration entre les organisations d'appui, l'implication accrue des organes de gestion des élections (OGE) et les sessions de formation pour les médias, les organisations de la société civile (OSC) et les OGE ont été considérées comme des éléments essentiels d'une approche globale de la communication dans le cadre de l'observation des élections.

Reconnaissant le discours mondial sur la participation des jeunes, il a été convenu que l'accent devrait être mis sur le renforcement de la sensibilisation et du soutien à l'agenda des jeunes dans les élections. Malgré les progrès accomplis, des défis persistent, notamment en ce qui concerne la sous-représentation des jeunes, en particulier des jeunes femmes. Parmi les recommandations formulées, citons le plaidoyer en faveur d'une réforme du cadre juridique, l'établissement de plateformes pour un engagement significatif et inclusif, la promotion de stratégies de leadership des femmes et des jeunes, l'exploitation de la technologie dans l'observation, la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités, l'harmonisation de la définition de la jeunesse, la promotion de l'implication des célébrités, le lancement d'une communication intergénérationnelle,



la lutte contre les brimades et les discours de haine, le plaidoyer en faveur d'une responsabilité sociale accrue des entreprises (RSE) et l'encouragement de l'innovation au sein de la communauté de la DoP. Une action collective impliquant les gouvernements, des campagnes de sensibilisation, des instruments régionaux et une collaboration avec l'UA et l'ONU ont été proposés pour une stratégie globale.

Ces domaines thématiques soulignent la nécessité d'une action collective pour relever les défis d'un paysage électoral en pleine évolution. Parmi les principaux défis relevés figurent le déclin des normes démocratiques, les attaques contre les observateurs et l'impact de la désinformation, de la mésinformation et des discours de haine induits par les médias numériques.

Les recommandations portent sur la collecte systématique d'informations, l'engagement des parties prenantes, les stratégies globales, l'exploitation des médias sociaux, la promotion de la solidarité mondiale, la collaboration avec les médias et l'engagement des observateurs nationaux. Il a été recommandé d'assurer des environnements de déploiement sûrs, une communication proactive, des protocoles de sécurité et des formations, de lutter contre la désinformation et d'utiliser l'intelligence artificielle, de comprendre les rôles des observateurs nationaux, de soutenir les OSC, de préconiser des lignes directrices standard et d'intégrer l'observation et la médiation dans le programme de la déclaration de principes de 2024. L'efficacité de l'observation électorale est étroitement liée à l'adaptation aux défis modernes et à la garantie d'une approche robuste, collaborative et proactive.

Le déclin mondial des normes démocratiques, marqué par le populisme et l'autoritarisme, a été identifié comme ayant créé un paysage électoral difficile avec une polarisation, une désinformation et une violence accrues. Les observateurs seraient confrontés à des attaques et au harcèlement, ce qui nécessite une meilleure coordination, une formation renforcée et des rôles plus importants pour la communauté de la DoP. La reconnaissance de la légitimité des observations nationales et l'exploitation des plateformes nationales pour l'inclusivité ont été jugées cruciales. Parmi les défis à relever, citons le retard dans les invitations à observer et dans la délivrance des accréditations, l'intimidation et la prise en compte de questions modernes telles que le discours de haine. Les recommandations ont porté sur les systèmes d'information, l'engagement des parties prenantes, les stratégies de collaboration, l'utilisation des médias sociaux, la solidarité mondiale, la collaboration avec les médias et l'adoption de protocoles de sécurité.

Les participants ont convenu que l'intégration des technologies numériques dans les élections présentait des défis pour équilibrer l'engagement des électeurs et la protection des données. Des cas comme celui de Cambridge Analytica ont souligné l'importance des ajustements juridiques pour maintenir l'intégrité. Les principaux points de discussion ont porté sur l'impact de la confidentialité des données, les principes de protection efficaces, l'implication des parties prenantes et les défis pour les observateurs



internationaux, y compris l'utilisation non autorisée des données, les dilemmes éthiques et le traitement des données dans les technologies électorales. Les recommandations ont porté sur la promotion de lois robustes en matière de protection des données, la mise en place de méthodologies d'observation, la révision du cadre juridique, l'inclusion d'experts et la synergie entre les parties prenantes en vue d'une protection holistique des données.

Les chefs des missions d'observation électorale (MOE) jouent un rôle crucial dans la réussite des missions et la gestion des crises. Il a été convenu que les critères de sélection devaient inclure l'expertise, la compréhension du contexte, les compétences en matière de médiation et de communication.

La recherche d'un équilibre entre l'observation et la médiation a été jugée primordiale. Il a été convenu que la question de savoir si le chef de la MOE entreprend uniquement l'observation des élections ou s'il combine l'observation des élections avec la médiation est une question qui doit être spécifique au contexte. Il a été noté que chaque contexte électoral et la nature du conflit sont des facteurs déterminants pour une approche appropriée et fructueuse. La collaboration entre les chefs de mission renforce les capacités et la sauvegarde de l'impartialité est considérée comme fondamentale. Les recommandations ont mis l'accent sur une sélection méticuleuse, des stratégies flexibles, l'allocation de temps, la collaboration et l'engagement en faveur de l'impartialité.

L'observation d'élections dans des environnements conflictuels nécessite des évaluations préélectorales complètes, l'exploitation de réseaux, des examens contextuels continus et l'adhésion à des protocoles de sécurité. Le développement des relations existantes avec les parties prenantes a été jugé crucial pour garantir la sécurité et l'efficacité des observateurs. Il a été conseillé aux observateurs de s'adapter à la nature dynamique des conflits et aux protocoles de sécurité du pays hôte. Les évaluations contextuelles continues et le respect des mesures de sécurité ont été encouragés car ils contribuent à une mission d'observation sûre et bien coordonnée.



CONTEXTE

La décision de la CUA d'accueillir la réunion de 2023 a été prise à l'unanimité par les signataires de la déclaration de principes à la suite de l'accueil par l'Union européenne de l'édition de cet événement annuel qui s'est tenue à Bruxelles, en Belgique, en 2022. Initialement prévue en 2020 à Addis-Abeba (Éthiopie), la 15e réunion de mise en œuvre a été reportée en raison de la pandémie de COVID-19, ce qui a conduit les réunions suivantes de 2020 et 2021 à se dérouler en ligne. La réunion de 2023 a été l'occasion pour la CUA de convoquer la communauté internationale pour des discussions collaboratives sur l'avancement des principes énoncés dans la déclaration de principes, suite aux difficultés rencontrées dans la conduite des élections pendant la pandémie.

La nécessité de résoudre les plaintes formulées par les observateurs électoraux s'est accrue avec la multiplication des élections dans le monde et l'augmentation du nombre d'observateurs étrangers. Ces critiques portaient souvent sur le manque d'impartialité présumé et les tentatives inadéquates de garantir la transparence électorale. Les réunions annuelles de la DoP offrent aux participants un forum pour améliorer leurs méthodes d'observation, répondre aux préoccupations et partager de nouvelles idées qui renforcent l'intégrité, la légitimité et l'ouverture des processus électoraux.

La réunion de 2023 s'est concentrée sur six domaines thématiques identifiés lors de la réunion de mai 2022 à Bruxelles. Il s'agit de la communication et des médias, de la participation des jeunes et des femmes, des défis des observateurs, de la protection des données et de l'intégrité électorale, des expériences des chefs de mission d'observation et d'un panel du Réseau mondial des observateurs électoraux nationaux (GNDEM). Différentes organisations d'appui ont dirigé ces domaines thématiques, favorisant ainsi des discussions et des réflexions approfondies. La méthodologie comprenait des présentations principales, des discussions en panel dirigées par les organisations de soutien et des discussions en plénière impliquant tous les participants.

Parmi les résultats escomptés, on peut citer une communauté du DoP plus ciblée et plus engagée pour garantir et préserver des élections transparentes et crédibles. La réunion visait à améliorer l'image des observateurs électoraux internationaux et à renforcer les relations de collaboration avec les acteurs électoraux et les citoyens.

Les participants provenaient de la CUA, du département de la PAPS, des membres du comité de mise en œuvre et de convocation de la déclaration de principes, de certains chefs de missions internationales d'observation des élections et d'experts électoraux. La diversité et l'expérience des participants ont contribué à la richesse des discussions et à la formulation de stratégies globales pour faire avancer les principes de la DoP.



INTRODUCTION

Le département PAPS de la CUA a accueilli la Déclaration de principes pour l'observation internationale des élections et le Code de conduite pour les observateurs électoraux internationaux de 2023. Cette réunion s'est tenue à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 15 au 17 novembre 2023. Il s'agissait de la 16e réunion annuelle de mise en œuvre de la déclaration de principes. Elle a rassemblé plus de 81 membres à travers le monde.

La directrice de la direction de la gouvernance et de la prévention des conflits du département de la PAPS, Mme Patience Chiradza, a ouvert la voie à cette importante réunion en souhaitant chaleureusement la bienvenue aux excellences et aux participants lors de la séance d'ouverture. Parmi les invités figuraient Mme Nandos Ayalew, représentante permanente adjointe de l'Éthiopie auprès de la CUA ; Mme Cristina Castagnoli, chef de l'unité "Actions pour la démocratie et les élections" au Parlement européen (PE) ; l'ambassadeur Alberto Bertoni d'Italie, ambassadeur auprès de l'UA ; le Dr Speciosa Wandira Kazibwe, ancienne vice-présidente de la République d'Ouganda, ancien membre du groupe des sages de l'UA, ainsi que des représentants des communautés économiques régionales (CER).

L'événement a permis aux participants de partager leurs idées et opinions sur les normes électorales démocratiques, le rôle critique des élections dans une gouvernance efficace, et les défis et opportunités de l'observation internationale des élections. La programmation de la réunion a été jugée particulièrement cruciale compte tenu des menaces croissantes qui pèsent sur l'intégrité des élections et des tendances actuelles au recul de la démocratie au niveau mondial, soulignant l'importance des efforts collectifs visant à garantir l'intégrité électorale et à renforcer la résilience de la démocratie.

La séance d'ouverture, les allocutions et les remarques ont mis en lumière les normes électorales démocratiques incorporées dans les principaux instruments internationaux et régionaux, soulignant la pertinence des élections en tant que pierre angulaire des idéaux démocratiques. Dans l'environnement politique tumultueux actuel en Afrique et dans le monde, le caractère dynamique des relations bilatérales et multilatérales exige la résolution de problèmes tels que la montée de la violence électorale, la désinformation et l'impact négatif des médias numériques et sociaux.

Les recommandations formulées soulignent la nécessité d'améliorer la collaboration entre les observateurs étrangers, de renforcer les systèmes électoraux mondiaux et de s'attaquer à des obstacles tels que la violence, la perturbation de l'information et les problèmes de sécurité.



SESSIONS DISCUTÉES LORS DE LA RÉUNION

I- COMMUNICATION ET OBSERVATION

Le besoin de transparence dans l'observation internationale des élections a été renforcé, comme le soulignait la déclaration de principes. La fonction des observateurs dans le renforcement de la confiance du public dans le processus électoral a été reconnue, de même que l'importance des évaluations pour aider les citoyens à prendre des décisions en connaissance de cause. Il a été noté que la déclaration insiste sur le fait que le peuple d'un pays détermine en dernier ressort la crédibilité et la légitimité d'une élection.

Il a été souligné qu'une communication efficace concernant le travail des observateurs internationaux avait été une difficulté récurrente au cours des deux dernières décennies. Les complexités, en particulier lorsqu'il s'agit d'examiner les failles du climat politique plutôt que le processus électoral, ont rendu difficile la transmission des messages d'évaluation des élections par les médias. L'idée clé de faire connaître la présence, le mandat, la composition et les conclusions de la mission d'observation a été soulignée, reconnaissant que l'observation électorale étrangère profite à la fois au pays hôte et à la communauté internationale.

Les observateurs se seraient éloignés des conclusions générales telles que "libres et équitables", réalisant la nécessité de prendre en compte des éléments autres que le vote, tels que la liberté d'expression, le fonctionnement des médias et de la société civile, l'équité des candidatures et l'utilisation abusive des ressources de l'État. Les discussions ont porté sur la nécessité de veiller à ce que les observateurs électoraux évaluent l'ensemble du processus électoral et ne donnent pas involontairement de la crédibilité à des élections non démocratiques.

II- PARTICIPATION ET REPRÉSENTATION DES JEUNES AUX ÉLECTIONS

Ces dernières années, le discours politique et électoral mondial a souligné la nécessité de la participation et de la représentation des jeunes. En 2006, l'Union africaine a adopté la Charte africaine de la jeunesse, qui prône la participation à la prise de décision. En 2010, l'Union interparlementaire (UIP) s'est penchée sur la participation des jeunes aux processus démocratiques. Les résolutions 2250, 2419 et 2535 du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) entre 2015 et 2020 ont tenté d'institutionnaliser l'agenda de la jeunesse pour la paix et la sécurité, en soulignant l'engagement des jeunes dans les processus politiques et de paix.

Il a été reconnu qu'en dépit des différences de définition de la jeunesse entre les différentes sources, l'appel à la participation des jeunes a établi une norme mondiale. Plusieurs organisations, dont l'Union africaine, l'Union européenne (UE), l'Organisation des États américains (OEA), l'Organisation pour la sécurité et la



coopération en Europe - Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (OSCE - BIDDH) et l'Organisation des Nations unies (ONU) ont élaboré des lignes directrices incitant les États membres à adopter des politiques qui favorisent la participation et la représentation politiques des jeunes. Ces efforts ont abouti à des démocraties plus représentatives, puisque l'on estime que 17,5 % des membres du Parlement mondial ont moins de 40 ans. Toutefois, des problèmes subsistent et la sous-représentation des jeunes, en particulier des jeunes femmes, soulève des inquiétudes quant à l'influence de la démocratie représentative sur la vie des gens. Il a été souligné qu'en Afrique, les jeunes représentent 65 % de la population, alors que l'âge moyen de la plupart des dirigeants politiques se situe entre 65 et 68 ans.

L'identification des obstacles à la participation effective des jeunes, l'examen de l'état actuel de l'observation des élections et de la participation des jeunes selon les normes régionales, l'étude de la manière dont l'observation des élections peut promouvoir une plus grande participation des jeunes et l'adaptation des méthodologies d'observation pour évaluer la participation significative des jeunes figuraient parmi les questions clés de la discussion. Les recommandations visant à accroître la participation des jeunes étaient essentielles, notamment la publication de statistiques ventilées sur l'inscription des candidats et des électeurs, ainsi que le suivi des recommandations. Le rôle des observateurs électoraux et des fournisseurs de soutien dans l'augmentation de la participation des jeunes a également été débattu.

III- LES DÉFIS DES OBSERVATEURS PENDANT LES ÉLECTIONS : COMMENT NAVIGUER DANS UN NOUVEAU PAYSAGE ÉLECTORAL

Un déclin mondial des normes démocratiques, caractérisé, entre autres, par le populisme, la montée de l'autoritarisme et la polarisation politique, a été noté comme ayant présenté de sérieux dangers pour les droits de l'homme et l'État de droit au cours des dernières années. Le rapport sur la démocratie (UGDR) 2022 de l'institut V-Dem de l'université de Göteborg souligne la détérioration de la liberté d'expression et la répression croissante dans de nombreux pays, contribuant à une scène électorale complexe dominée par la polarisation, la désinformation et la violence. Les observateurs internationaux et citoyens, qui sont considérés comme des défenseurs des droits de l'homme, ont été directement touchés, subissant des attaques, des intimidations et des menaces à la sécurité dans le cadre d'une tendance mondiale au recul de la démocratie.

Les principaux thèmes de discussion ont été l'amélioration de la coordination de l'observation, l'élargissement du rôle de la communauté de la DoP et le renforcement de la formation des observateurs pour lutter contre l'intimidation. Une observation/surveillance électorale efficace nécessite des stratégies pour les missions d'observation afin de contrer les campagnes de discrédit et de faire face aux difficultés



contemporaines telles que la désinformation et l'utilisation abusive de l'intelligence artificielle.

L'engagement politique à défendre les normes démocratiques a été mis en avant pour déterminer l'efficacité de l'observation électorale. Il a été noté qu'avant le déploiement des observateurs, une évaluation détaillée de l'environnement est nécessaire, soulignant l'importance des droits de l'homme dans le processus électoral. Les panélistes ont discuté du travail dans des environnements polarisés, ce qui nécessite une compréhension des dynamiques subtiles et une prise de conscience des répercussions potentielles sur les positions des observateurs. L'utilisation d'événements locaux, tels que les initiatives à grande échelle et la surveillance des médias, a été considérée comme un moyen de créer un processus d'observation plus inclusif. La reconnaissance de la légitimité des observations nationales a été jugée essentielle pour garantir des processus électoraux honnêtes et crédibles.

Il a été convenu que dans le monde en constante évolution des élections, les observateurs électoraux rencontrent plusieurs problèmes. Des questions telles que les retards d'invitation et d'accréditation, la coercition, les menaces et les interrogations sur leur légitimité ont été notées comme pouvant mettre en péril leur mission. Il a été convenu qu'il est difficile de maintenir la stabilité politique tout en équilibrant les divers sentiments du public. La prise en compte des préoccupations modernes telles que les discours haineux et la désinformation pourrait compliquer les choses. La gestion du contrôle de l'administration et les contraintes en matière de ressources sont également considérées comme des difficultés supplémentaires. Surmonter les obstacles linguistiques et culturels est considéré comme essentiel, tout comme les problèmes de transparence et le harcèlement par les médias sociaux. Ces problèmes sont exacerbés par l'incertitude des calendriers électoraux et les difficultés à pénétrer dans des lieux peu sûrs. Il a été convenu qu'il était essentiel de dissiper les mythes concernant la fonction des observateurs, notamment le fait qu'ils approuvent les résultats des élections pour protéger la paix.

IV- PROTECTION DES DONNÉES ET INTÉGRITÉ ÉLECTORALE

L'intégration des technologies numériques dans les processus électoraux a ouvert de nouvelles voies pour l'engagement des électeurs tout en introduisant des défis qui nécessitent des ajustements juridiques pour maintenir l'intégrité, la transparence et la responsabilité de ces processus. Les panélistes ont convenu que l'équilibre délicat entre la confidentialité des données, la protection et la cybersécurité était primordial dans ce paysage numérique. Des exemples notables tels que Cambridge Analytica et les fuites de données à grande échelle ont été utilisés pour souligner le rôle central de la gestion des données dans la garantie de l'intégrité électorale. Alors que les cadres juridiques internationaux ont été considérés comme capables de fournir des lignes directrices pour la sauvegarde des droits à la vie privée, les lois nationales éparses



sur la protection des données ont posé des défis aux organisations d'observateurs électoraux chargées d'évaluer l'utilisation responsable des technologies numériques. Les principaux points de discussion ont porté sur l'impact de la confidentialité des données sur l'intégrité électorale, les principes d'une protection efficace des données, l'implication des parties prenantes, la relation entre la protection des données et la transparence, et les défis auxquels les observateurs internationaux sont confrontés lorsqu'ils évaluent les cadres de protection des données au cours des processus électoraux.

Les participants à la réunion ont discuté de la manière de naviguer dans les complexités des paysages électoraux numériques, qui posent des défis, notamment celui d'harmoniser les complexités techniques avec les considérations fondamentales des droits de l'homme afin d'établir un équilibre qui préserve la vie privée, la transparence et les droits de l'homme. Pour y remédier, une publication à venir dévoilera une liste de contrôle complète sur la protection des données pour l'observation des processus électoraux. Les participants ont exploré la manière dont les instruments internationaux et régionaux mettent l'accent sur des principes essentiels dans le cadre de la protection des données, en se concentrant principalement sur des principes juridiques tels que l'équité et la transparence. Un aspect crucial discuté concerne la sauvegarde des données personnelles confidentielles dans les registres électoraux, ce qui nécessite une sensibilisation accrue des observateurs électoraux aux mécanismes de protection supervisés par les organes d'administration des élections. La CUA a collaboré avec la Commission électorale d'Afrique du Sud (ECSA) et l'Association des autorités électorales africaines (AAEA) pour élaborer les Principes et lignes directrices pour l'utilisation des médias numériques et sociaux dans les élections en Afrique, ce qui témoigne d'un engagement collectif. Ce document important a été adopté lors d'un forum de l'AAEA qui s'est tenu à Cotonou, au Bénin, en novembre 2023. Ce guide est destiné à aborder les questions de protection des données personnelles, en renforçant les mesures de contrôle strictes pour la gestion, le suivi et l'observation des élections. Les participants ont été encouragés à s'attaquer aux défis contemporains, y compris les préoccupations liées à la publicité politique en ligne, qui englobent des questions telles que le ciblage individuel, la propagation du discours de haine et la diffusion de la désinformation. En outre, les panélistes ont discuté de l'équilibre délicat recherché pour répondre au besoin essentiel d'accès des observateurs électoraux tout en respectant la sensibilité des données personnelles spécifiques, avec l'intention convenue qu'en fin de compte, les observateurs devraient s'efforcer d'atteindre un équilibre qui maintient la transparence et la protection des données.

Les défis posés par la protection des données au cours des processus électoraux sont multiples et doivent donc être examinés avec attention. Tout d'abord, l'utilisation non autorisée de données personnelles et la réaffectation de données sans le



consentement de l'individu constituent des obstacles importants qui soulèvent des préoccupations critiques concernant la vie privée et les implications éthiques de l'utilisation des données. En outre, la création de vidéos par les partis politiques à leurs fins a été considérée comme introduisant des dilemmes éthiques et de protection de la vie privée, car ces matériaux pourraient être utilisés pour des gains stratégiques sans tenir compte des droits individuels. En outre, les participants ont noté que la dépendance croissante de l'Afrique à l'égard des technologies électorales accentuait l'importance d'un traitement approprié des données. Toute mauvaise manipulation des données dans ce contexte pourrait non seulement mettre en péril la vie privée des individus, mais aussi éroder la confiance dans le processus électoral dans son ensemble, soulignant ainsi la nécessité de mesures de protection des données solides pour garantir l'intégrité et la crédibilité des élections sur le continent.

V- PANEL DE HAUT NIVEAU - EXPÉRIENCES DU CHEF DE L'OEM

Le panel de haut niveau s'est concentré sur l'expérience des chefs de MOE. Il a été souligné qu'en tant que chefs de mission, leur vaste expertise contribue de manière significative au succès de la mission et renforce le leadership institutionnel au sein des États membres. Leur implication, a également été discutée, devient cruciale pour le leadership transformationnel nécessaire pour naviguer dans les paysages socio-politiques complexes des États observés. En temps de crise, les chefs de mission jouent souvent un rôle essentiel dans la gestion des crises et la diplomatie préventive, en atténuant les conflits potentiels susceptibles d'affecter les processus électoraux. Le panel a discuté des moyens de réformer leur rôle afin d'optimiser les missions, de promouvoir la consolidation démocratique et de garantir des processus électoraux transparents, inclusifs et viables dans les États membres. Parmi les questions essentielles soulevées figurent les considérations relatives à la sélection des chefs de mission en fonction des contextes électoraux, l'évolution du rôle des chefs de mission dans les élections mondiales et africaines, les meilleures pratiques en matière d'interactions diplomatiques, la collaboration entre les missions électorales et le rôle des chefs de mission dans la diplomatie préventive et la gestion des crises. Les discussions ont également porté sur l'assistance technique nécessaire aux équipes de coordination des missions, sur la promotion de l'efficacité dans la garantie de l'égalité de traitement des candidats et sur le renforcement du rôle des missions citoyennes d'observation électorale dans l'observation des résultats des élections et la promotion de la réforme électorale à la suite des élections.

VI- CONSIDÉRATIONS RELATIVES À L'OBSERVATION ET À LA SÉCURITÉ DES OBSERVATEURS DANS LES ENVIRONNEMENTS CONFLICTUELS

La discussion a mis en évidence la nécessité d'une plus grande flexibilité, d'une plus grande prudence et d'un plus grand discernement dans l'observation des élections.



Les leçons tirées des élections pendant la pandémie de COVID-19 ont incité les organisations à réévaluer les mesures de sécurité. Face aux offensives militaires et aux conflits qui menacent le cycle électoral de 2024, la sécurité des observateurs électoraux suscite de plus en plus d'inquiétudes. La possibilité d'une violence généralisée a suscité des questions sur l'évaluation des risques, le recrutement alternatif des observateurs, la formation et les stratégies de déploiement. Bien que certains groupes aient intégré des protocoles de sécurité, la nature intensive en ressources des considérations de sécurité robustes a été perçue comme soulevant des défis importants. L'équilibre a été reconnu comme ayant la capacité de renforcer la sécurité des observateurs avec les perturbations potentielles de la méthodologie, telles que l'impact du personnel armé sur l'authenticité de l'observation. Le panel a exploré les expériences et les meilleures pratiques des observateurs citoyens et internationaux dans des environnements dangereux, en abordant les questions de la navigation dans les "zones interdites", de l'amélioration de la sécurité physique, de l'adaptation des protocoles, de la gestion des décisions de recrutement et de la promotion de la coordination entre les différents groupes d'observateurs pour répondre aux préoccupations en matière de sécurité. L'évaluation des conditions d'un déploiement sûr des missions d'observation a été au centre des discussions.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

(a) CONCLUSION

Les problèmes auxquels sont confrontés les observateurs électoraux sont divers et nécessitent des méthodes globales face à la détérioration globale des normes démocratiques. L'évolution de la scène électorale, caractérisée par une polarisation croissante, la désinformation et la violence, pourrait mettre en péril l'intégrité des processus démocratiques. En tant que défenseurs des droits de l'homme, les observateurs internationaux et citoyens sont susceptibles de faire l'objet d'attaques directes et de harcèlement.

Il a été convenu que pour relever ces défis, il fallait adopter une approche à multiples facettes. Les recommandations ont souligné l'importance des systèmes d'information, de l'engagement des parties prenantes, de la collaboration, de l'utilisation des médias sociaux, de la solidarité mondiale, de l'engagement des médias et des protocoles de sécurité. Le renforcement des méthodologies d'observation, le plaidoyer en faveur de lois robustes sur la protection des données et la promotion de la collaboration entre les parties prenantes sont essentiels pour garantir l'intégrité et la transparence des processus électoraux.

Pour faire face à ces difficultés, il est nécessaire d'adopter une stratégie à multiples facettes. L'importance des systèmes d'information, de la participation des parties prenantes, de la collaboration, de l'utilisation des médias sociaux, de la solidarité



mondiale, de l'engagement des médias et des normes de sécurité a été soulignée dans les recommandations. Le renforcement de la méthodologie des observateurs, le lobbying en faveur d'une législation solide sur la protection des données et l'encouragement de la participation des parties prenantes sont essentiels pour garantir l'intégrité et l'ouverture des processus électoraux.

L'expérience des chefs de MOE a été reconnue comme essentielle à l'accomplissement de la mission. Les considérations clés incluent des critères de sélection méticuleux, des stratégies flexibles, une allocation de temps suffisante, la collaboration et l'engagement à l'impartialité. L'équilibre délicat entre l'observation et la médiation est crucial, et la nécessité de s'adapter à des contextes électoraux uniques est également reconnue comme essentielle au succès du déploiement des missions.

En outre, les participants ont convenu que l'utilisation des technologies numériques dans les élections nécessite un équilibre prudent entre la participation des électeurs et la sécurité des données personnelles. Pour surmonter les difficultés de la scène électorale numérique, il a été recommandé de mettre en œuvre des politiques solides de protection des données, de former les observateurs, de réviser le cadre juridique et de collaborer avec les parties prenantes. L'observation d'élections dans des zones de crise nécessite une planification minutieuse des mesures de sécurité, des évaluations pré-électorales et des évaluations contextuelles continues. La collaboration avec les parties prenantes locales, l'attention portée aux mesures de sécurité et la flexibilité dans la réponse aux situations dynamiques sont essentielles pour la sécurité et l'efficacité des observateurs.

Enfin, il a été suggéré que les défis auxquels sont confrontés les observateurs électoraux nécessitent un effort holistique et collaboratif. Les recommandations dans les domaines thématiques de l'interconnexion visent à renforcer le rôle des observateurs, à défendre les valeurs démocratiques et à garantir l'intégrité des processus électoraux dans un paysage mondial de plus en plus complexe. L'engagement en faveur de ces stratégies est essentiel pour favoriser la confiance, la transparence, la crédibilité, la légitimité et la stabilité démocratique dans le monde entier.

En résumé, la résolution des problèmes rencontrés par les observateurs électoraux nécessite un effort global et collaboratif. Les propositions formulées dans les domaines thématiques de l'interconnectivité visaient à accroître le rôle des observateurs, à protéger les idéaux démocratiques et à garantir l'intégrité des processus électoraux dans un monde global de plus en plus complexe. L'engagement en faveur de ces tactiques est essentiel pour développer la confiance internationale, la transparence et la stabilité démocratique.



(b) RECOMMANDATIONS

A l'issue des sessions discutées lors de la DoP 2023, les recommandations pertinentes suivantes ont été formulées :

1- COMMUNICATION ET OBSERVATION

- a) **Utiliser un langage clair et accessible** pour améliorer la rédaction des rapports de mission et des déclarations préliminaires en vulgarisant davantage les conclusions pertinentes auprès de l'opinion publique nationale et internationale dans un langage clair et concis pour tous.
- b) **Privilégier les rapports factuels et objectifs** tout en évitant les biais de communication et les préjugés ou les jugements de valeur lors de nos communications et approches des parties prenantes aux processus électoraux afin de rendre nos missions plus acceptables et crédibles.
- c) **Développer une stratégie de communication proactive Plan** en privilégiant la transparence par l'adoption et l'objectivité en toutes circonstances.
- d) **Étendre la couverture médiatique aux zones rurales et isolées** afin de toucher le plus grand nombre de citoyens possible et de promouvoir nos actions dans le pays d'accueil et à l'étranger.
- e) **Appréhender le contexte socioculturel** afin de prendre en compte les us et coutumes des Etats observés pour réussir nos Missions face aux complexités sociopolitiques et aux contraintes géoculturelles.
- f) **Délivrer des messages sans porter de jugement** pour mieux illustrer notre neutralité et notre impartialité à l'égard des acteurs des processus électoraux et renforcer notre crédibilité en nous positionnant à équidistance d'eux.
- g) **Soutenir les missions de pré-évaluation** : compte tenu de leur importance dans la phase préparatoire des missions à court et à long terme.
- h) **Favoriser la synergie entre les signataires de la DoP** pour renforcer leur collaboration afin de promouvoir davantage leurs déclarations préliminaires en vue d'une action commune plus efficace dans les États concernés.
- i) **Augmenter l'implication des OGE** pour stimuler leurs stratégies de communication avec les observateurs internes et externes afin de mieux faciliter leurs actions et missions sur le terrain.
- j) **Organiser des sessions de formation pour les médias, les OSC et les organes d'administration des élections** : pour mieux induire des processus électoraux plus inclusifs et plus crédibles.
- k) **Procéder à des évaluations des risques et mettre en œuvre des mesures d'atténuation** : en identifiant d'abord les risques potentiels susceptibles de survenir avant, pendant et après les élections afin d'ajuster nos stratégies en conséquence et de mieux les calibrer en fonction de leur nature pour la réussite de notre mandat.



- l) **Susciter l'intérêt des médias** pour renforcer notre visibilité et notre impact socio-informationnel dans les États couverts et au niveau international via les réseaux sociaux et les médias traditionnels publics et privés.
- m) **Encourager l'innovation au sein de la communauté du DoP** : en adoptant des stratégies innovantes par le biais des NTIC pour un suivi positif, la transparence et la crédibilité des processus électoraux.

2- PARTICIPATION ET REPRÉSENTATION DES JEUNES AUX ÉLECTIONS

- a) **Réformer le cadre juridique afin** de stimuler davantage la représentation des jeunes dans les processus électoraux et les institutions électives ou semi-électives pour leur permettre de mieux participer à la gestion des affaires de la ville.
- b) **Collaborer avec les décideurs politiques, les législateurs et les groupes de défense des femmes et des jeunes** afin de rédiger et d'approuver une législation qui garantisse la représentation des femmes et des jeunes dans divers organes gouvernementaux et structures de prise de décision.
- c) **Établir des plateformes pour un engagement significatif** par le biais d'un dialogue national constructif et inclusif entre les jeunes et les acteurs clés des processus électoraux tels que les gouvernements, les partis et coalitions politiques concurrents, les OSC et les organes d'administration des élections, entre autres.
- d) **Défendre la promotion des stratégies de leadership des femmes et des jeunes** en encourageant les États membres à adopter les initiatives et les principes directeurs y afférents, et ce, en étroite collaboration avec les communautés économiques régionales (CER), les mécanismes régionaux (MR) concernés et d'autres acteurs de la communauté internationale, voire des ONG impliquées à cet effet.
- e) **Tirer parti de la technologie dans l'observation électorale** notamment les NTIC, les applications mobiles ou l'organisation d'événements de sensibilisation de masse afin d'atteindre le plus grand nombre possible de femmes et de jeunes et de les convaincre de s'impliquer davantage dans les processus électoraux en tant que candidats plutôt qu'en tant qu'observateurs ou électeurs.
- f) **Mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités pour les femmes et les jeunes** afin d'induire une "paix démocratique" et de consolider la justice sociale par le biais d'une démocratie pluraliste et de l'État de droit aux niveaux national, régional et mondial.
- g) **Harmoniser la définition de la jeunesse entre la CUA, l'ONU et d'autres organisations internationales** afin d'adopter un consensus en la matière par le biais d'une normalisation conceptuelle opérationnelle optimale.



- h) **Promouvoir l'implication des célébrités dans les élections et interagir avec toutes les parties prenantes** des processus électoraux sans aucun parti pris.
- i) **Initier une meilleure communication intergénérationnelle** pour briser le "plafond de verre" qui existe entre les jeunes et les femmes souvent marginalisés dans les processus électoraux dans la plupart de nos Etats au nom de l'égalité républicaine entre tous les citoyens nonobstant les critères d'âges, de sexes, de catégories socioprofessionnelles, de religions, de régions, de cultures, entre autres.
- j) **Aborder les questions de harcèlement moral et de discours de haine** en mettant l'accent sur la moralisation du champ sociopolitique, car sans paix, stabilité et sécurité, il n'y a pas de démocratie viable ou consolidée.
- k) **Plaider en faveur d'une plus grande responsabilité sociale des entreprises (RSE)** : en collaborant avec les entreprises qui gèrent les NTIC afin de réduire les atteintes aux droits de l'homme, à la notabilité et à l'honneur des citoyens par la diffusion de fausses nouvelles et d'informations incorrectes ; pour ce faire, les missions devraient tenir compte des stratégies complexes de diffusion de fausses informations liées à la communication négative pendant les processus électoraux afin d'éviter de tomber dans leurs pièges sans les trianguler correctement au préalable.
- l) **Prendre des mesures collectives** en adoptant des plans d'action de sensibilisation aux niveaux national, régional, continental et mondial pour mieux promouvoir la bonne gouvernance démocratique des processus électoraux ainsi que les missions d'observation conformément au cadre juridique national des États, des CER/MR et de nos institutions respectives .

3- LES DÉFIS DES OBSERVATEURS PENDANT LES ÉLECTIONS : COMMENT NAVIGUER DANS UN NOUVEAU PAYSAGE ÉLECTORAL

- a) **Développer une collecte systématique de données** afin de mieux suivre les processus électoraux et de vérifier la conformité et la fiabilité des fichiers électoraux des États observés ainsi que leurs données désagrégées afin de mieux mettre en évidence les tendances relatives à la représentativité et à la participation électorale des citoyens, des femmes, des jeunes, des personnes âgées et des personnes vivant avec un handicap ainsi que des personnes déplacées et des réfugiés et, si possible, de la diaspora.
- b) **Engager les parties prenantes** à développer des stratégies d'harmonisation de l'information et de la communication, à suivre et à évaluer les différentes phases des processus électoraux en toute transparence et à disposer de plateformes accessibles à tous les acteurs sans aucune discrimination.
- c) **Tirer parti des médias et des médias sociaux** pour couvrir les campagnes électorales, vérifier l'égalité du temps d'antenne et leur accès par le gouvernement et l'opposition, mais aussi voir si les organes de gestion des



élections permettent aux citoyens et aux partis concurrents de mieux exercer leurs fonctions civiles et politiques sans entrave.

- d) **Demander instamment un partenariat et une collaboration entre les acteurs internationaux et locaux** pour approfondir la bonne gouvernance dans ce domaine afin d'induire des processus électoraux plus crédibles, plus transparents et plus viables grâce à l'intégration des normes et des pratiques internationales correspondantes.
- e) **Fournir un soutien technique et logistique aux plateformes d'OSC, en mettant l'accent sur la responsabilité dans leurs activités.** Permettre aux OSC de jouer efficacement leur rôle d'observateurs indépendants et de défenseurs de l'intégrité électorale.
- f) **Discuter de la relation entre l'observation et la médiation dans l'agenda de la DoP 2024** afin de renforcer la synergie entre ces éléments cruciaux des processus démocratiques et reconnaître leur nature interconnectée dans la résolution des litiges électoraux et la promotion de la stabilité politique.

4- PROTECTION DES DONNÉES ET INTÉGRITÉ ÉLECTORALE

- a) **Promouvoir les principes de protection des données** pour garantir que nous disposons de données fiables, crédibles et transparentes accessibles à toutes les parties prenantes afin d'induire des processus électoraux viables et acceptables pour tous.
- b) **Développer des méthodologies pour observer et garantir la protection des données** afin de les refléter dans les déclarations et les rapports de la mission.
- c) **Procéder à un examen complet du cadre juridique régissant la protection et le traitement des données par les organes d'administration des élections dans le cadre de la mission d'observation électorale,** afin d'identifier les lacunes, de renforcer les réglementations existantes et de veiller à ce que le cadre juridique s'aligne sur l'évolution des défis technologiques et des meilleures pratiques internationales.
- d) **Inclure des experts en protection des données** dans les équipes d'observation afin d'améliorer la compréhension, la sécurité et la supervision des questions liées aux données.
- e) **Accorder aux missions d'observation électorale l'accès aux données de l'organe d'administration des élections pour garantir la transparence et la responsabilité,** en permettant aux observateurs d'évaluer l'efficacité des mesures de protection des données et de recommander des améliorations si nécessaire.
- f) **Créer des groupes de travail techniques spécialisés** (composés d'experts en sécurité des données, de juristes et de représentants des organes d'administration des élections) pour formuler et mettre en œuvre



des lignes directrices sur la protection des données dans le cadre des processus électoraux, afin d'élaborer des lignes directrices complètes qui répondent aux défis uniques de la protection des données électorales.

- g) **Promulguer des réglementations sur la collecte et la protection des données** pour renforcer la gouvernance des données en collaborant avec les gouvernements, les législateurs et les parties prenantes concernées afin d'établir des réglementations claires et applicables qui protègent la confidentialité et la sécurité des informations relatives aux électeurs.
- h) **Faciliter l'accès des observateurs électoraux à la technologie** afin d'évaluer les technologies utilisées et d'obtenir des informations sur les fournisseurs en vue d'une évaluation approfondie.
- i) **Renforcer le cadre juridique** de l'inscription des électeurs et des partis, en mettant l'accent sur un accès limité au personnel essentiel pour une meilleure sécurité. Il s'agit de promulguer des lois qui limitent l'accès aux bases de données des électeurs et des partis au seul personnel autorisé, afin de minimiser le risque de manipulation non autorisée ou de violation des données.
- j) **Promouvoir la synergie entre les organes d'administration des élections (), les régulateurs de la communication et les groupes de pression** afin d'adopter une approche holistique de la protection des données par une collaboration entre ces entités qui garantisse une stratégie globale de protection des données électorales, impliquant une surveillance réglementaire, les meilleures pratiques de l'industrie et des initiatives de sensibilisation du public.
- k) **Mettre en œuvre des programmes de formation** à l'intention des organes d'administration des entreprises afin d'améliorer leurs compétences en matière de protection des données et de garantir leur aptitude à traiter des informations sensibles, en tenant compte des protocoles de sécurité des données les plus récents, des meilleures pratiques et des menaces émergentes, en donnant aux organes d'administration des entreprises les moyens de respecter les normes les plus strictes en matière de protection des données.

5- PANEL DE HAUT NIVEAU - EXPÉRIENCES DU CHEF DE L'OEM

- a) **Prendre en considération des critères méticuleux pour la sélection des chefs de mission** , y compris un mélange d'expertise et de genre, une compréhension profonde du contexte historique, politico-économique et socioculturel du pays, une expérience avérée dans les compétences de médiation et la navigation dans des contextes politiques complexes et de solides compétences en communication, garantissant une approche globale des missions électorales.



- b) **Trouver un équilibre entre l'observation et la médiation** est primordial, sachant que la stratégie employée doit s'aligner sur les circonstances uniques de chaque élection.
- c) **La souplesse d'adaptation de l'approche** garantit une réponse efficace aux crises ou conflits potentiels pendant le processus électoral, ce qui favorise la stabilité et les valeurs démocratiques.
- d) **Allouer suffisamment de temps** est un facteur essentiel de la réussite des missions d'observation électorale. Cela permet une évaluation approfondie des différentes phases du cycle électoral et permet aux chefs de mission de saisir les évolutions nuancées, contribuant ainsi à une évaluation plus précise et plus perspicace des processus électoraux.
- e) **Encourager la collaboration** Les chefs de mission sont essentiels pour exploiter l'expertise partagée et promouvoir une coordination efficace par l'échange d'idées, de bonnes pratiques et d'enseignements qui renforcent les capacités globales de la mission, en favorisant un environnement de collaboration qui maximise l'impact des efforts d'observation électorale.
- f) **Préserver l'impartialité des missions** est essentiel pour préserver l'intégrité et la crédibilité de l'observation électorale. Les chefs de mission doivent agir dans le respect des normes éthiques les plus strictes, en veillant à ce que leurs actions et leurs décisions soient impartiales et libres de toute influence extérieure. Cette impartialité renforce la confiance du public dans le processus d'observation électorale, ce qui est essentiel à son efficacité.

6- CONSIDÉRATIONS RELATIVES À L'OBSERVATION ET À LA SÉCURITÉ DES OBSERVATEURS DANS LES ENVIRONNEMENTS CONFLICTUELS

- a) **Procéder à une évaluation préélectorale complète** sont essentielles, englobant les besoins électoraux et des évaluations approfondies de la sécurité et des risques.
- b) **Évaluer les risques et les défis potentiels dans un environnement conflictuel.** Il est essentiel d'identifier et de traiter à l'avance les problèmes de sécurité pour garantir la sécurité et l'efficacité de la mission d'observation.
- c) **Il s'agit notamment de comprendre le contexte local, les points chauds potentiels et tous les facteurs susceptibles de poser des risques** pour la sécurité des observateurs en tenant compte du contexte national, régional et mondial avec la dynamique des acteurs internes et externes à plusieurs niveaux sur le terrain et leurs impacts sur le processus électoral et l'environnement socio-politique.
- d) **S'appuyer sur les réseaux et les relations existants avec les parties prenantes** est une stratégie clé pour une observation réussie dans les



environnements conflictuels.

- e) **Les relations établies** avec les communautés locales, la société civile et les autorités compétentes peuvent fournir des informations et un soutien précieux et permettre à la mission d'observation de mieux comprendre la dynamique locale, d'atténuer les risques potentiels et de favoriser la coopération avec les acteurs clés, car cette collaboration avec les partenaires locaux peut contribuer à la crédibilité et à l'efficacité de la mission.
- f) **Reconnaître la nature dynamique des environnements conflictuels** , les observateurs doivent continuellement mettre à jour leurs évaluations contextuelles tout au long du processus électoral ; le fait de revoir et de s'adapter régulièrement à l'évolution de la situation permet aux observateurs de rester bien informés et de réagir à l'évolution des circonstances ; cela leur permet également de prendre des décisions éclairées et d'ajuster leurs stratégies en conséquence.
- g) **Le respect des protocoles de sécurité** établis par le pays hôte est essentiel pour assurer la sécurité de la mission d'observation (il s'agit de respecter les lois, les règlements et les lignes directrices locales relatives aux mesures de sécurité). La coopération avec les forces de sécurité et les autorités locales est essentielle, mais sans compromettre l'intégrité et l'objectivité de la mission.

ANNEXES :
Annexe 1 : Photos du DOP



Figure 1 Photo de famille le premier jour du DOP



Figure 2 Cérémonie d'ouverture de la DOP



Figure 3 Nandos Ayalew - Représentant permanent adjoint de l'Éthiopie auprès de la CUA



Figure 4 Cérémonie d'ouverture des participants



Figure 5 Cristina Castagnoli (Chef de l'unité Démocratie et actions électorales du Parlement européen)



Figure 6 Cérémonie d'ouverture DOP



Figure 7 Discours d'ouverture de l'Ambassadeur Alberto Bertoni (Ambassadeur d'Italie auprès de l'UA)



Figure 8 Discours d'ouverture Patience Chiradza - Directrice de la Direction de la Gouvernance et de la Prévention des Conflits du Département PAPS



Figure 9 Discours d'ouverture Speciosa Wandira Kazibwe - Ancienne vice-présidente de la République d'Ouganda




Figure 10 Photo de famille DOP Comité de concordance.




Figure 11 Réunion du comité de pilotage




ANNEXE 2 : Feuille de présence






EUROPEAN CENTRE FOR ELECTORAL SUPPORT








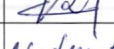
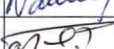


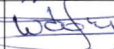

Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale



Project in Support to Electoral Integrity in Africa

REGISTRATION SHEET






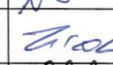
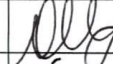

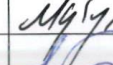


DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 15 November 2023 (DAY 1)

S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
1	Ulvi Achundlu	M	ODIHR	ulvi.achundlu@odhr.pl		✓		
2	AK KELECHI AKUBUEZE	M	NHRC Nigeria	kelechiakubueze@nhrc.gov.ng		✓		
3	Khabele MATLOSA	M	UNIVERSITY OF JOHANNESBURG	Matloso@uj.ac.za		✓	✓	
4	ALBERTO BERTONI	M	PERI. DELESOR ITALY TO AU	alberto.bertonip@esteri.it			✓	
5	Daniel Steplen	M	Gross	PROGRESSSTEVEN@gmail.com		✓		
6	Oumar Kamonté	M	CERI MALI	okamonte@yahoo.fr			✓	
7	BELLAL NADIA	F	Consultant	bellal.nadia@guccini.com			✓	
8	MANGONZA Godebi-M	M	Expert observation	mangonzagodebi@gmail.com			✓	
9	Joe Dugal	F	CANADIAN	joe.dugal@canadian.ca		✓		
10	Stina Larserud	F	FBA, Sweden	stina.larserud@afsa.se		✓		
11	Sylvie Jacqueline Ndongo	F	WILPF Expert	sndongo@wilpf.org			✓	



REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 15 November 2023 (DAY 1)

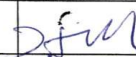










S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
12	Eochan Murphy	M	ODHR	emurphy@odhr.org		✓		
13	Tajia Hellykin	F	WFD	tajia.hellykin@wfd.org			X	
14	Aswat Baburam	M	SEAC	aswat.baburam@seac.org		✓		
15	Assil Kedessi	F	NDI - Tunisia	assilkedessi@ndi.org		✓		
16	D. S. Aoua Nalbi	F	AC (SPOU SORCI)	nulbinousa@spou-sorci.org	✓			
17	Christine NDAYISHIMIRI	F	AU	christine.ndayishimir@au.int			✓	
18	ZUE-OBAME JEAN-CLAUDE	M	AU	jeanclaud.zue@au.int			✓	
19	Crystal Osdehon	F	Commonwealth	osdehonc@commonwealth.org			X	
20	BA Dumas	M	AU Expert	senoumarba@yahoo.fr			X	
21	Melrose Glyn	F	O.A.S	mglyn@oas.org			X	
22	Alexander Pommer	M	NDI	apommer@ndi.org	✓			





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 15 November 2023 (DAY 1)


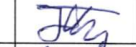









S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
23	Holly Ruthrauff	F.	EODS	holly@eods.eu		✓		
24	ANDREW SONGA	M	EPD	andrewsonga@epd.eu		✓		
25	Lenny Toobu	F	KISA	lenny@kisa.org	✓			
26	Nadege Dompé	F	UN	dompé@un.org				
27	Julia Brothure	F	NDI	jbrothure@ndi.org		✓		
28	DOMENICO TUCCINARDI	M	EPD	domenico.tuccinardi@epd.eu		✓	✓	
29	H.E DR. SPECIOSA W. KAZIWE	F.		speciosa.wandura@gmail.com			✓	
30	Soble Woldemariam	F	MFA EPC	Soble.woldemariam@mta-epc.net		✓		
31	RACHEL ABATE	F	IPES	rachel@ipes.org		✓		
32	SANCHEZ AMOR	M	EUR. PARL	sanchezamor@eur-parl.org			✓	
33	David Carroll	M	Carta Carta	David.Carroll@cartacarta.org			✓	





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 15 November 2023 (DAY 1)


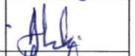




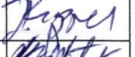
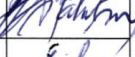



S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
34	CRISTOBAL FERNANDEZ	M	OAS	CFERNANDEZ@OAS.org		X		
35	Tharindu Abeerathir	M	ANFREL	tharindu@anfrel.org	X			
36	Tommaso Falchetta	M	PRIVACY INTERNATIONAL	tommaso.falchetta@privacyinternational.org		X		
37	Ivii Lisavskoy	M	OPORA	ivii@opora.org		X		
38	KSN GOMBOY	M	EPD	ksgomboy@epd.org		X		
39	Hanna Mullan	F	NORCAP	hanna.mullan@norcap.org		X		
40	Naphitely Sekanogery	M	EISA	naphitely@eisa.org		X		
41	Obelina Okojie	M	The Center Center	obelinaokojie@centercenter.org		✓		
42	Shafiqul Muehik	M	SADC	smadhiko@sadc.int			✓	
43	JEVIN PILLAY	M	SADC	J.PILLAY@SADC.INT			✓	
44	Mohamed Abdelhak	M	LAS	maminiz@yas.com		✓		





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 15 November 2023 (DAY 1)












S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
45	YOLU-BI KONE NARGUANTE	F	CEI Côte d'Ivoire	klintio2001@yahoo.fr			X	
46	Rosekha K. Andumbe	F	Kenya	rosekham@yahoo.com			✓	
47	LINDIWE MALELEKA	F	COMMONWEALTH	L.maleleka@commonwealth.org				
48	THOMAS MOLONY	M	UNIVERSITY OF EDINBURGH	Thomas.Molony@ed.ac.uk		✓		
49	Stephanie Lynn	F	Democracy International	stlynn@democracyinternational.com			✓	
50	Laura Lazaro Cabrera	F	Privacy International	laura@privacyinternational.org		✓		
51	Julia Roppel	F	EU/EEAS	julie.roppe@ec.europa.eu		✓		
52	Matata Ntata	M	COMESA	matata@afca-km.com			✓	
53	OKÉ Francis	M	ECOWAS	oke.francis@ecowas.org				
54	NEAIMA WAKO	F	SIIASA PLACE	neaima.wako@siasafrica.com				
55	Michael Mukishi	M	Apito Digital Health Solutions	michaelm@apito.digitalhealth.com mukishi@hwangon.com				





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 15 November 2023 (DAY 1)

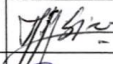








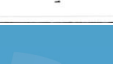

S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
56	Sabab Hammad	M	AUC	Hammad@afic-union.org		✓		
57	Hady Diab	M	League of Arab States	hady.diab@las.int		✓		
58	Vera Adde	F	Anti Platform in Elections	addevera@gmail.com	✓			
59	KOJU ASAMU	M	CDD / WAEOM	k-asamu@cdd.gov.tg		✓		
60	Antonino Morteneyo	M	Freelance Interp	antonino99@protonmail.com			✓	
61	Hagar Azzouz	F	AUC	Azzouz@office-union.org				
62	CRAIG JENNESS	M	UN	jennesse@un.org			✓	
63	Filiberto SEBREGONDI	M	ECES	sebrefi@protonmail.com			✓	
64	Franklin Odun	M	NDI	fochun@ndi.org			✓	
65	WADIMAWARI MOKA	M	GERDES	godokromokromawari@hawal.com			X	
66	Abdiasis Issa	M	UNOAU	ai557@balsilliesat.com	✓			





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 15 November 2023 (DAY 1)




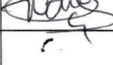
S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
67	Aleixo Pembele	M	Interpreter	aleixopembele@yahoo.com			✓	
68	MARDA M TESSEME	F	AUC-ACGA	maridam@afic-union.org	✓			
69	Georgy X.L.A.A. Kuzi	M	Unwanted Witness	alkuzi@unwantedwitness.org		✓		
70	Felipa Banerios	F.	EU to AU	felipa.banerios@ecies.europa.eu		✓		
71	Grant Mitchell	M	UNUOHU	MITCHELL2@UNU.ORG			✓	
72	Prof. Eugene Bekema	M	AUC	BekemaE@afic-union.org		✓		
73	Nefesliti Tshibanda	F	OIF	Nefesliti.Tshibanda@francophonie.org		✓		
74	Dufina Odufina	F.	IDEP	D.Akinduro@idep.it		✓		
75	Vera Mung	F	IDEP	V.Mung@idep.it		✓		
76	NEDDA CHERIF	f	AUC	cherifn@afic-union.org		✓		
77	Benedetta Kanki	F	AUC	bkanvizi26@gmail.com		✓		





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 15 November 2023 (DAY 1)

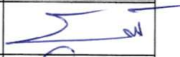









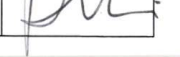
S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
78	Jolyne NaRiman	F	AUC	naRimanajo@karen.lynnda.org@gmail.com			X	
79	Karen Oje	F	IND	karen.lynnda.org@gmail.com			X	
80	Cathrine Befura	F	Demstat	cathrinebefura05@gmail		X		
81	Anne Marie NDIHOKUBWAYA	F	UNEP	ndihokubwaya@un.org			X	





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 16 November 2023 (DAY- 2)





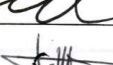


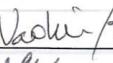



S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
1	Aswaf Baburad	M	Freelance	aswaf.baburad@gmail.com		✓		
2	Tsiang Shikem	F	Interpreter	tsiangshikem@gmail.com		✓		
3	Ts. Tsunia Nalhi	F	A.E. (Self Sponsored)	nalhi.tsunia@gmail.com	✓			
4	PA Kumar	M	UA Expert	alanoumaba@yahoo.fr		X		
5	TANANDA CHITHIRI	M	AUC	tanandajhchithiri@gmail.com		✓		
6	Obahi Okjia	M	Cartes Centes	obahiokjia@cartes.org		✓		
7	GIUHANNA TANZI	F	EUROPEAN PARTNERSHIP FOR DEMOCRACY	giuhanna.tanzi@epd.eu	✓			
8	CRISTOBAL FERNANDEZ	M	OAS	CFERNANDEZ@OAS.ORG		X		
9	Naphthaly Selamagen	M	EISA	naphthaly@eisa.org		✓		
10	Lenny Taabu	M	EISA	lenny@eisa.org	✓			
11	TOCCIVARDE DOMENGO	M	EPD	domencomccivard@epd.eu				





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 16 November 2023 (DAY- 2)

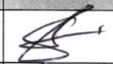




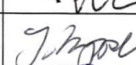
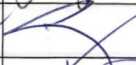




S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
1	NDAYIBIKUMBE CHRISTINE	Female	AU	chubhine.ndayibikumbe@yaho.com			X	
2	ZOE-DEAME JEAN CLAIR	M	AU	jeanclairzoe@gmail.com			X	
3	Stina Larserud	F	FBA, SWEDEN	stina.larserud@fbn.se		X		
4	LINDIWS MALELEKA	F	COMMONWEALTH	l.maleleka@commonwealth.org				
5	David Carroll	M	Carter Center	david.carroll@cartercenter.org			X	
6	YOLIBI Kone' N	F	CEE cote d'Ivoire	klintio2001@yahoo.fr			X	
7	Ken Conroy	M	EPD	kenconroy@epd.org		X		
8	Toussaint Tchato	M	PrivacyLabAfrica	toussaint@privacylab-africa.org		X		
9	NADIA BELLAL	F	Consultant	bellal.nadia@gmail.com			X	
10	Alexis Pambele	M	Interpreter	alexispambele@yahoo.com			✓	
11	oumar Konate	M	anti mali	okonate@yahoo.fr			✓	





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 16 November 2023 (DAY- 2)

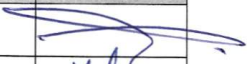

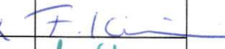
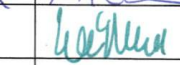
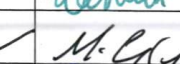
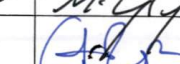




S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
1	Daniel Stephen	M	GSSA	PROGRESSSTEVE@gmail.com	✓			
2	Seplamuel Lynn	F	Democracy Intl	democracyinternational.com		✓		
3	SARKISZ Adam	M	EUR. PARL				✓	
4	NABÉ Mohamed	M	YOUTH CSO Plat	nabemohamed2002@gmail.com	✓			
5	MUKIBI, Michael	M	APHO Digital Health Solutions	mukibimichael@gmail.com				
6	Nadege Domjre	F	UN	domjre@un.org				
7	Julia Ruppel	F	EEAS/EH	juliaruppel@eeas.europa.eu		✓		
8	ORAB JENNESS	M	UAP	jenness@un.org			✓	
9	Sylvie Jacqueline Ndongue	F	WILPF	sndongo2005@gmail.com			✓	
10	Satchi Hammed	M	AUC	Hammeds@frica-wimbo		✓		
11	Julia Brothers	F	NIDI	jbrothers@gmail.com		✓		





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 16 November 2023 (DAY- 2)



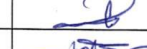








S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
1	Asif Kedissi	F	Tamra-NDI	amir.kedissi@tamra-ndi.com		X		
2	Rosekidah K. Andambi	F	Kenyaji Aai	rosekidah@yaho.com				
3	Farah Karimi	F	OSCAPA	Farah.Karimi@oscapa.com			X	
4	Zoe Dugal	F	CANADEM	zoe.dugal@canadem.ca		✓		
5	Melene Glynn	F	OAS	mglynn@oas.org			✓	
6	ESMON MURPHY	M	ODHR	esmurphy@odhr.org		✓		
7	Jessica Keegan	F	IRI	jkeegan@iri.org		X		
8	Laura Lazaro Cabrera	F	Privacy International	laura@privacyinternational.org		✓		
9	Karen Oge	F	Ind	karen.ogee@ind.org			✓	
10	Catherine Befra	F	Demotij	catherinebefra@demotij.org		✓		
11	Tatiana Ramsey	F	UNDP	Tatiana.ramsey@undp.org		✓		





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 16 November 2023 (DAY- 2)



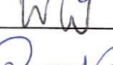





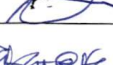
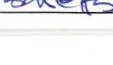

S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
1	Khabele MATWISA	M	UNIVERSITY OF JOHANNESBURG	khabele.k@gmail.com			✓	
2	MANGONZA Godekin M	M	Expert	mangonzagodekin@gmail.com			✓	
3	Kemal Suleyman	M	Interpreter	icemal.suleyman@gmail.com		✓		
4	Anne Marie NDHOKUBWA	F	UNDP	ndhokubwa@un.org			✓	
5	CRISTINA CASTAGNOLI	F	EUROPEAN PARLIAMENT	CRISTINA.CASTAGNOLI@EUROPA.EU			✓	
6	M. MOKAMANEDE	M	GERDES	gokofyokamane@gmail.com			✓	
7	Maughan Fitzgerald	F	ODIHR	maughan.fitzgerald@odhr.pl		✓		
8	Ngija Wili	F	WFB	ngija.wili@wfb.org			✓	
9	Neviana Wako	F	Siasa Place	neviana.wako@spasapho.com			✓	
10	Salvator Rutata		COMESA	matata.salvator@comesa.int			✓	
11	Kojo Asante	M	CODESA/AFRENET	K.asante@codesa.org		✓		





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 16 November 2023 (DAY- 2)



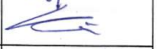




S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
	Tharindu Abeegyanthri	M	ANFREL	tharindu@anfrel.org	✓			
	ANDREW SONGA	M	EPB	andrewsonga@epb.org	✓			
	WAIRAGALA WAKABI	M	CIPESA	wakabi@cipesa.org		✓		
	Makda M Tessema	F	AUC-ALYA	makdam@afriau.org	✓			
	A. Pommer	M	UDI	A.POMMER@UDI.ORG	✓			
	Vera Addo	F	Truth Platform in Election	addovers@gmail.com	✓			
	Hagar Azzouz	F	AUC	AZZOUSH@AFRICA-UNION	✓			
	Saratek Hale	F	AUC	saratek@afre		✓		
	Hiwot Debebe	F	AUC	hiwotd@afriau.org		✓		
	Robert George	M	UNDP	robert.george		✓		
	Feked Abeu	F	IPES	feked@ipes.org		✓		





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 16 November 2023 (DAY- 2)



S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
	Eliberto SEBREGOMAN M	M	ECES	sebrfi@gmail.com			✓	
	Mohamed abdello M	M	LAS	memiri12@y.com		✓		
	Kedim Massa M	M	AUC	Massa@afriam.org	✓			
	Stephan Maelika M	M	SADC	smaelika@sadc.int			✓	
	Dartheene Laumou F.	F.	AUC	laumou@afriam.org		✓		
	Valentine ATONDE F	F	ECOWAS	atonde@afriam.org				
	PRISSA MAINARA M	F	AUC	mainara@gmail.com				





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 16 November 2023 (DAY- 2)


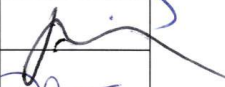
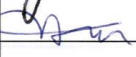






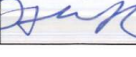
S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
	Abibatola Tiartega	F	AUC		✓			
	John Ikumbale	M.	AUC	Gbodijehle@gmail.com				





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 17 November 2023 (DAY- 3)

S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
1	Asip Kedessi	F	Tunisia - NDI	asipkedess@gmail.com		✓		
2	Jessica Keegan	F	IRI	jkeegan@iri.org		✓		
3	Domje Nadège	F	UN	domje@un.org	✓	-		
4	wada Jotun	F	SWW	wadajotun@hutanika.com		-		
5	BA Oumar	M	UA feder	senoumarba@yahoofr		-		
6	Julia Brothers	F	NDI	brothers@ndi.org		✓		
7	SANCHEZ ANON	M	FAIR PAK			-		
8	Obahi Okojie	M	Center Center	obahi.okojie@center.org		✓		
8	MANGONZA Godébi	M	Expert observation	mangonzagodebi@gmail.com			✓	
10	FRAN MURPHY	M	ODHR	francoemurphy@odhr.org		✓		
10	Holly Rushworth	F	EODS	holly@eodsafrica.org		✓		





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 17 November 2023 (DAY- 3)







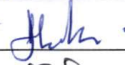
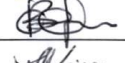



S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
13	Splawlyn	F	Dem Int'l	democracyinternational.com			✓	
14	ZUÉ-OBARE JEAN-CLAUDE	M	AD	jeanclaude@ad.com			X	
14	CRISTOBAL FERNANDEZ	M	OAS	C.FERNANDEZ		X		
15	NABE Mohamed	M	YEP			✓		
16	Khabele MATLOSA	M	UNIVERSITY OF JOHANNESBURG	Matloso@uj.ac.za			✓	
17	Laura Lazaro	F	Privacy International	laural@privacyinternational.org		✓		
18	Leopoldo Lopez Gil	M	EU	leopoldolopez515@gmail.com			✓	
19	W. MOHAMMEDI	M	CoERDDES	g.de.fra@coerddes.org			✓	
20	DOMENICO TUCCIVARDI	M	EPD	domenico@epd.org			✓	
21	CRISTINA CASTAGNOLI	F	EP	CRISTINA.CASTAGNOLI@EP.EU			✓	
22	Narguente YOLI BI KOU	F	CEI cote d'Ivoire	klintio2001@yahoo.fr			✓	





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 17 November 2023 (DAY- 3)


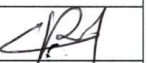





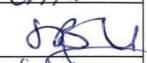



S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
23	Treyne Sukor	F	Interpreter	tsigfshkvor@gmail.com		✓		
24	Edorok Tejay	F	ECES	Edorok 78@gmail.com	✓			
25	H-E DR. SPECIOSA W-K	F		Speciosa.wandura@gmail.com			✓	
26	JULIAN LUUTU	M		julian-kezza@gmail.com			✓	
27	Daniel Stephen	M	ANSA	progressstew@gmail.com	✓			
28	Kemal Suliyman	M	Interpreter	kemal.suliyman@gmail.com		✓		
29	Rebecca Nalini	F	A.O (S...)	rebeccanalinibook@gmail.com	✓			
30	Rosehadah K. Andani	F	Asi	rosehadah@yahoocom			✓	
31	CATHERINE BERUA	F	Democracy	catherineberua@gmail.com		✓		
32	Alexo Pembele	M	Interpreter	alexopembele@yahoo.com			✓	
33	Kam Ogi	F	IND	kam.ogigmail.com			✓	





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 17 November 2023 (DAY- 3)

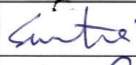
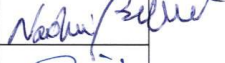






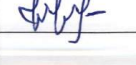

S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
34	Iurii Lisovskyi	M	OPDRA	Legona.org.ua		✓		
35	Ouman Kanoute	M	ceec	okanoute@yahoo.fr			✓	
36	Toussou Fsi delto	M	Privacy International	tuusou.fsi@protonmail.com		✓		
37	Christine Ndangui	F	AU	christine.ndangui@un.org			✓	
38	LINDIWE MALILEKA	F	COMMONWEALTH	L.Malileka@commonwealth.org				
39	Stina Larsson	F	FBA, SWEDEN	stina.larsson@fba.se		✓		
40	Vera Munnig	F	IDEA	V.Munnig@idec.int		✓		
41	Olufero Akindele	F	IDEA	O.Akindele@idec.int		✓		
42	Shyngul Madhibek	M	OSCE	smadhibek@osce.org				
43	Sylvie Ndengue	F	WILPF	sndengue2005@gmail.com				
44	Vera Addo	F	Anti-Corruption Platform	addovaso@gmail.com	✓			





REGISTRATION SHEET

DECLARATION OF PRINCIPLES FOR INTERNATIONAL ELECTION OBSERVATION
Multipurpose Hall, (NCC Bldg.) Ground Floor, 17 November 2023 (DAY- 3)

S.No.	Name	Gender	Organization	Email Address	Age Range (✓)			Signature
					18-35	36-50	51+	
45	KUJO ASAMBE	M	CDD/UNEPOM	k.asambe@cdgh.org		✓		
46	NADIA BELLAL	F	Consultant	bellalnadia@gmail.com			✓	
47	Abibata Pentago	F	AUC GDP			✓		
48	Eugene Bakama	M	AUC GDP					
49	Tatiana Morrey	F	UNDP	tatiana.morrey@undp.org		✓		
50	Robert Geranje	M	UNP			✓		
51	Filiberto SEBREGON	M	ECES	sebrfu@gmail.com			✓	
52	David G. Palmer	M	" "	David.palmer@eces.eu			✓	
53	Tharind Abayathur	M	ANFREL	tharind.abayathur@anfrel.org	✓			
54	Mohamed Abchelle	M	LAS	maminir2@yahoo.com		✓		





African Union Headquarters
P.O. Box 3243, Roosevelt Street
W21K19, Addis Ababa, Ethiopia
Tel: +251 (0) 11 551 77 00
Fax: +251 (0) 11 551 78 44
www.au.int | www.peaceau.org

